

MME FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS
AU PARLEMENT DE WALLONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019
1^{RE} SESSION DE LA 11^E LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 2019-2020
2^E SESSION DE LA 11^E LÉGISLATURE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	4
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	6
A. PARLEMENT DE WALLONIE	6
1. Déclaration d'intérêt régional	6
2. Questions d'actualité	7
3. Questions orales	10
4. Rapport	13
5. Questions écrites	13
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	16
1. Avis	16
2. Rapport	16
3. Projet de décret	17
4. Questions d'actualité	18
5. Questions écrites	18
6. Question orales	19
C. SÉNAT	21
1. Propositions de loi	21
2. Révision de la Constitution	22
3. Rapports	22
4. Propositions de résolution	22
5. Questions écrites	24
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	29



AVANT- PROPOS

CETTE ANNÉE PARLEMENTAIRE FUT PARTICULIÈRE À BIEN DES ÉGARDS.
ÉLUE DÉPUTÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN MAI 2019, EN ACTIVITÉ RÉELLE QUELQUES MOIS
PLUS TARD, CE FUT UN BAPTÊME DU FEU À DE NOMBREUX NIVEAUX.

FATIMA AHALLOUCH
DÉPUTÉE PS AU PARLEMENT DE WALLONIE



**LA CRISE COVID-19
M'A AMENÉE
À M'IMPLIQUER
PLUS ENCORE
AU NIVEAU LOCAL,
AU SEIN D' ACTIONS
SOLIDAIRES.**

J'ai commencé la politique à l'âge de 20 ans, tout d'abord à l'échelle locale. Depuis le début, des thématiques comme la lutte contre les inégalités, la discrimination, le racisme et l'injustice sociale sont chères à mon cœur. Devenue enseignante, c'est tout naturellement que je me suis intéressée aux problématiques liées à l'éducation et à la jeunesse. Depuis 2019, j'ai l'occasion de mener ces combats cruciaux à la fois sur le terrain et sur les bancs des différents parlements. C'est une opportunité unique, et j'ai pu apprendre énormément de choses lors de cette première année en tant que députée et sénatrice.





Mais mon travail, comme le vôtre, a pris une tournure inattendue en mars dernier, avec évidemment l'émergence de la Covid-19, puis le confinement et tout ce qui en a découlé. Comme vous, j'ai dû m'adapter à ce rythme différent, et aux nouveaux outils de travail. Les sessions parlementaires se sont déroulées à distance pendant plusieurs mois, mais ceci ne m'a pas empêchée d'être particulièrement active. Vous lirez dans ce rapport les nombreux thèmes qui ont été abordés dans les différentes instances. Citons le travail sur la reconnaissance du statut particulier des bassins frontaliers, des questions sur l'enseignement supérieur dans les régions à faible taux de diplomation, sur l'entreprise CEBEO à Mouscron, sur l'emploi des artistes, parmi de nombreuses autres thématiques.

La crise Covid-19 m'a amenée à m'impliquer plus encore au niveau local, au sein d'actions solidaires. Vous lirez par exemple la création du collectif « Tissons des liens », qui a confectionné et fourni plus de 18 000 masques à des soignants locaux. Une très belle initiative que j'ai eu grand plaisir à porter. Je me suis également rapprochée de l'ASBL « De Maux à Mots », qui lutte au quotidien contre les violences faites aux femmes, et que j'ai l'honneur de soutenir, tant au niveau politique que personnel.

Également conseillère communale et cheffe de groupe PS à Mouscron, j'ai mené une vaste enquête destinée à interroger la population sur ses attentes et rêves pour sa ville. Ce projet est toujours en cours. Vous en lirez davantage dans ces pages.



PRÉSEN- TATION DE LA DÉPUTÉE

FATIMA AHALLOUCH, DÉPUTÉE ET SÉNATRICE
CONSEILLÈRE COMMUNALE À MOUSCRON, CHEFFE DE GROUPE PS



Coordonnées

Bureaux: Rue du Val, 12

7700 Mouscron - BE

+32(0)486/94.08.14

www.fatimaahallouch.be



Passionnée d'Histoire, de lecture et de voyages, je suis active en politique depuis mes 20 ans. J'ai été amenée dès mon plus jeune âge à constater les inégalités et l'injustice de notre société, et c'est très tôt que je me suis investie au niveau associatif.

En tant qu'enseignante, mes domaines de prédilection sont évidemment l'enseignement et la jeunesse. J'accorde également beaucoup d'importance à la cohésion sociale.

J'ai été élue en 2012 au conseil communal de Mouscron, ma Ville. J'y défends les valeurs de gauche telles que la solidarité et l'équité. Je suis devenue, en 2019, députée Wallonne.

**J'AI ÉTÉ AMENÉE DÈS MON PLUS JEUNE ÂGE À CONSTATER
LES INÉGALITÉS ET L'INJUSTICE DE NOTRE SOCIÉTÉ, ET C'EST
TRÈS TÔT QUE JE ME SUIS INVESTIE AU NIVEAU ASSOCIATIF.**



- Conseillère communale (Mouscron)
- Députée wallonne (Parlement de Wallonie)
- Députée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Sénatrice

PRÉSEN- TATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. DÉCLARATION D'INTÉRÊT RÉGIONAL

— 13/11/2019 Déclaration d'intérêt régional sur la protection de l'Amazonie





2. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

EN SÉANCE PLÉNIÈRE

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

- 13/11/2019 L'éventualité d'une diminution des limitations de vitesse sur les autoroutes wallonnes
- 11/12/2019 La position de Madame la Ministre quant à une éventuelle diminution des limitations de vitesse
- 22/01/2020 Mise à jour de l'inventaire du patrimoine industriel en danger



À M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

— 19/02/2020 L'implantation de la société CESEO à Mouscron

Monsieur le Ministre,

La déclaration de politique régionale affiche une triple ambition: une ambition économique, une ambition écologique, une ambition sociale.

Dans la dimension sociale, on précise que l'on souhaite être exemplaire en matière de lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement. Parallèlement, il y a aussi une dimension économique qui ambitionne d'être un territoire attractif et accueillant. Cette double dimension peut se matérialiser sur le terrain par des tensions, qui peuvent être très fortes. Un exemple concret et récent est celui du gigantesque projet CESEO à Mouscron.

Il s'agit de la construction et l'exploitation d'une plateforme logistique à côté d'une zone résidentielle. Les riverains avaient choisi cet endroit car il est paisible, une réserve naturelle y a vu le jour et une ferme pédagogique se trouve à proximité.

Comme souvent, il s'agit d'un ancien terrain agricole réaffecté en zone d'activité économique fin des années 70.

- 73 000 m²;
- Une hauteur allant jusqu'à 18 mètres;
- 270 places de parking;
- 34 quais de déchargements;
- 150 camions par jour;
- 24h/24;
- 5 jours/7.

On peut aisément comprendre l'inquiétude des riverains quant aux nuisances sonores, aux pollutions atmosphériques et visuelles.

Le collège communal a remis un avis défavorable en début de semaine.

Quelle est la position de la région sur ce projet ?

Comment l'avis sera-t-il pris en considération ?

«La Déclaration de Politique régionale précise que l'on souhaite être un territoire de transition économique, écologique et sociale. Cela passe, je pense, par une rupture avec des logiques du passé qui nous laisse en héritage des anciennes zones agricoles réaffectées en zones d'activités économiques dans les années 70 et 80. On doit pouvoir questionner les projets pour vérifier la cohérence avec le cadre existant pour aller vers cette transition que l'on souhaite mettre en place.» (F. Ahallouch)

M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, a rappelé qu'une procédure était en cours et qu'il serait dès lors inopportun de se prononcer à l'heure actuelle. «Le dossier est en première instance, comme vous le savez, puisque la décision des fonctionnaires technique et délégué est attendue pour le 11 avril 2020. J'ai eu l'occasion de prendre connaissance dans la presse de l'avis défavorable exprimé par le collège communal de Mouscron. Comme vous le savez, comme nous sommes, avec ma consœur, Mme Tellier, autorités de recours potentiel si un recours devait être introduit par une partie ou par l'autre concernant ce dossier, nous ne sommes pas autorisés à nous exprimer, puisque si nous nous exprimions, mécaniquement, nous vicierions potentiellement notre avis, puisque nous devons recevoir le dossier. Nous devons par ailleurs être instruits de tous les avis que ce dossier pourrait recevoir avant de prendre décision et de le faire de surcroît de façon concertée avec ma consœur.»



3. QUESTIONS ORALES

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

- 21/10/2019 Suivi de la mise en place de l'Observatoire économique des marchés publics
- 04/06/2020 Aménagement du temps de travail des agents de la fonction publique wallonne

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE CONTRÔLER L'ACTION DU GOUVERNEMENT WALLON DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19

À M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

- 05/05/2020 Réouverture des marchés ambulants

À l'heure actuelle, certaines communes ont continué d'autoriser l'organisation de leurs marchés alimentaires (marchés ambulants), en respectant toutes les mesures d'hygiène, de sécurité et de distanciation. D'autres communes, à l'inverse, n'ont pas autorisé leurs marchés à se tenir, alors que les supermarchés sont bien ouverts. Nous plaidons pour que ces marchés, en plein air, puissent se tenir partout.

J'ai interrogé le Ministre Borsus à ce sujet. Vous trouverez l'essentiel de l'échange ci-dessous.

Les marchés, c'est-à-dire les commerces ambulants sont-ils interdits en ce qui concerne l'alimentation? La question se pose, car de nombreuses communes répondent aux marchands ambulants que le conseil national de sécurité les a interdits. Le cabinet du Ministre Dermagne a pourtant confirmé à Léonard Monami, Président de la FeNaCA ASBL (Fédération Nationale du commerce ambulant) que les marchés sont interdits sauf pour l'alimentaire, si la commune estime que le marché est nécessaire pour la fourniture de ses habitants. Le SPF économie confirme quant à lui également que les communes peuvent organiser les marchés alimentaires sur leurs territoires.

Pourquoi ne pas dès lors organiser de nouveau les marchés en respectant les mesures d'hygiène, de distanciation, le traçage au sol, les barrières Nadar pour discipliner les files au besoin? Vous avez toujours encouragé le fait de consommer local pour les particuliers et pour les entreprises. Soutenez-vous la réouverture des marchés qui proposent des marchandises de circuit court et local et si oui, cela pourrait-il être confirmé à toutes les communes wallonnes?

Réponse du Ministre Borsus: «Je suis très attentif à cette situation. Le CNS ne les a pas autorisés. La logique adoptée est que les marchés engendraient des déplacements et une proximité importante. Néanmoins, il est possible de maintenir les marchands de produits alimentaires pour les zones ne disposant pas de magasins alimentaires. Chaque bourgmestre décide sur son territoire. C'est une situation très compliquée pour les ambulants, ça va jusqu'à la survie de certains et cela concerne 15 000 travailleurs. Nous allons proposer au Conseil national de sécurité des mesures afin de pouvoir réorganiser les marchés en veillant au respect des mesures que vous avez évoquées, en étroite collaboration avec les autorités locales. J'espère que nous serons entendus.»

En effet, depuis l'allocution de la Première Ministre, les marchands ambulants sont inquiets. On y parlait ouverture de tous les commerces par souci d'équité et de cohérence. Permettre les marchés en veillant au respect strict de mesures sanitaires nous semble en effet plus cohérent. On peut faire ses courses dans les supermarchés qui sont des endroits clos et non sur les marchés qui sont en plein air. De nombreux producteurs comptent sur les marchés. Pour certains, cela représente jusqu'à 50 % voire la totalité de leur chiffre d'affaires. Et cela permettrait de consommer davantage local, d'encourager le circuit court et de soutenir nos producteurs. Nous attendrons donc la décision du Conseil national de sécurité, qui se réunit le 6 mai.

En résumé

Autoriser la tenue des marchés, pas seulement l'ouverture des supermarchés, c'est: soutenir les producteurs locaux; encourager le circuit court.

À Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

— 19/05/2020 Le développement d'un -Event Risk Model- pour la reprise des événements touristiques

J'interrogeais récemment la Ministre De Bue, en charge notamment du tourisme, quant au développement, déjà évoqué en Flandre, d'un «Event Risk Model», une plateforme qui permettrait aux organisateurs d'événements et opérateurs touristiques d'évaluer si leur événement est, ou non, sûr, et ainsi offrir des perspectives à un secteur qui souffre encore largement des conséquences de la crise. Voici ici l'essentiel de l'échange.

«La Ministre flamande du Tourisme a développé un outil de relance intitulé «Event Risk Model» pour un redémarrage sûr des activités. L'outil devrait permettre aux professionnels d'organiser à nouveau des événements et des rassemblements en toute sécurité. L'objectif est de faire en sorte que les organisateurs et les autorités locales puissent estimer au mieux si les événements peuvent se produire et à quelles conditions. Avez-vous été concertée pour ce projet permettant la relance de ce type d'activités? Que pensez-vous de cet instrument lancé en Flandre? Pour quand pouvons-nous avoir une idée claire des événements qui pourront avoir lieu ou pas?»



Quel est l'avis du groupe d'experts? De quelle validation l'instrument a-t-il encore besoin pour pouvoir être lancé? Qui participera à la gestion de ce modèle?»

Il est intéressant de rappeler que la crise actuelle occasionne une perte de 54% du chiffre d'affaires du secteur en 2020 par rapport à 2019. Les organisateurs d'événements estiment la perte à 1,3 milliard d'euros tandis que les fournisseurs du secteur de l'événementiel s'attendent à perdre plus de 3,6 milliards d'euros, sans compter les 200 000 artistes, dont on parle beaucoup en ce moment, qui perdent leur travail sans avoir de fonds d'aide spécifique. Cet Event Risk Model peut participer également à un mouvement positif de soutien aux secteurs touchés.

Voici en substance les explications données par la Ministre: «L'Event Risk Model est un outil développé par l'Université d'Anvers en collaboration avec Toerisme Vlaanderen. Il vise à cartographier objectivement le risque de sécurité d'un événement et à définir, au regard de ce résultat: un nombre maximum autorisé de visiteurs; une recommandation de sécurité visant à optimiser le nombre de visiteurs; un code de conduite déterminant l'ensemble des mesures de sécurité et les directives qui peuvent et/ou doivent être prises pour chaque événement.»

Ce modèle fonctionne comme suit: l'opérateur répond à une série de questions; sur base de ses réponses, une cotation est attribuée à l'événement, cotation qui doit ensuite être comparée à une échelle à trois paliers qui permet d'autoriser ou non les événements. Par exemple, les événements autorisés devront avoir un score supérieur à 80%, les événements à améliorer seront entre 50 et 80% et ceux qui seront refusés auront un score inférieur à 50%. L'objectif de la Flandre est qu'il soit un outil de prévision pour l'organisation d'événements grand public. «À ce stade, mon avis est nuancé», poursuit la Ministre, notamment en regard des points d'attention suivants:

- cette échelle est définie sur base d'une situation à un instant t de la crise sanitaire;
- si la situation sanitaire change, la cotation affectée à chaque palier doit être adaptée.

«L'outil permet donc de savoir, à situation sanitaire et à autorisations identiques de la part du Conseil national de sécurité, s'il est possible d'organiser ou non un événement. Par contre, cet outil ne permet pas, en l'état, de prévoir et d'autoriser l'organisation d'un événement plusieurs semaines avant la date fixée pour celui-ci. Or, nous savons que tout événement nécessite une préparation préalable parfois longue. Il s'agit néanmoins d'un bel outil prometteur pour estimer les risques liés à un événement particulier. Celui-ci peut constituer un élément complémentaire supplémentaire dans la gestion de la crise.»

En ce qui concerne les validations et utilisation de cet outil, la Ministre De Bue nous a confirmé être en contact avec son homologue flamande, tandis que le groupe d'experts se penche sur le projet. Toute mise à jour sera communiquée, et si l'outil était validé, il serait mis à disposition des professionnels.

Il s'agit selon moi d'un outil intéressant, bien qu'il ne soit pas forcément la panacée. Cet outil a pour mérite de donner au moins des éléments objectifs dans les normes de sécurité et dans la possibilité d'organisation d'événements. Il est vrai que cela pose question quant à la planification. Il faut que la situation sanitaire et les restrictions soient inchangées entre l'évaluation et la date de mise en œuvre. Mais le secteur souffre. Et en ce moment, ce dont il souffre surtout, c'est du manque d'horizon, de l'incapacité à se projeter. Certains événements demandent des délais de préparation parfois très longs, et font pour certains partie de l'identité des communes et des régions. Les organisateurs et la population sont inquiets.

4. RAPPORT

- 21/10/2019 Rapport présenté au nom de la Commission de la fonction publique, du tourisme et du patrimoine - Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 15/10/2019 Conflit social au sein du Domaine de Taintignies à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 18/10/2019 L'organisation d'examens d'accèsion au niveau supérieur au sein du Service public de Wallonie (SPW) à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 27/11/2019 Les travaux archéologiques sur la Grand-Place de Mouscron à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 28/11/2019 L'état de l'ancienne route provinciale à Mourcourt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 28/11/2019 L'offre des transports en commun à Mouscron à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 02/12/2019 Les emplois subsidiés par la Région wallonne dans l'asbl de gestion centre-ville de Mouscron à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes



- 02/12/2019 Le taux d'abandon des formations au sein de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME) à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/12/2019 La concentration de plomb dans l'eau potable à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 30/12/2019 La poursuite de la perception de la prime Quali watt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 21/01/2020 Le chantier de fouilles archéologiques dans le zoning de Tournai Ouest à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 04/02/2020 Recommandations du Centre Fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) en matière de fermeture des maternités à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 18/02/2020 L'accessibilité des sites touristiques aux personnes en situation de handicap à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 03/03/2020 Le souhait de l'Union wallonne des entreprises (UWE) concernant la privatisation de l'offre de transport du TEC à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 03/03/2020 Les actions en faveur de la réduction de l'illettrisme en Wallonie à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 06/03/2020 La route provinciale à hauteur de Mourcourt à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 10/03/2020 Le cadre hiérarchique de l'Agence wallonne du Patrimoine (AWaP) à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 12/03/2020 La fin de la gratuité des parkings de gare et l'impact de cette mesure sur la mobilité à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité

- 28/04/2020 La pollution de l'Escaut à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 28/04/2020 Soutien aux interprètes assermentés dans la crise du Covid-19 à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 27/05/2020 Le paiement des aides du dispositif Creashop à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/06/2020 L'installation d'une antenne GSM à Ath à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 03/06/2020 Les difficultés rencontrées par les personnes malentendantes suite au port généralisé du masque à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 L'accompagnement et le soutien aux victimes des violences intrafamiliales à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 Les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19 sur les femmes à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 09/06/2020 La réduction forfaitaire de 40 euros sur la facture d'eau décidée par le Gouvernement à Mme Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
- 15/06/2020 La résiliation du bail étudiant suite à la crise sanitaire du Covid-19 à M. Dermagne, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville
- 23/06/2020 Création de nouvelles pistes cyclables à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité
- 23/06/2020 Les modes de mobilité alternatifs pour les trajets entre le domicile et le lieu de travail à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité



- 23/06/2020 Le développement de l'agriculture biologique à M. Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
- 23/06/2020 La lutte contre les discriminations à l'emploi à Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
- 29/06/2020 Le caractère indispensable de la fonction publique wallonne à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 02/07/2020 Le congé d'adoption au sein de la fonction publique wallonne à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 14/07/2020 La prise en compte de la période de confinement pour l'obtention du permis de conduire en filière libre à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière
- 14/07/2020 La pénurie d'instructeurs dans les auto-écoles à Mme De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. AVIS

- 03/12/2019 Rapporteuse du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2020

2. RAPPORT

- 23/06/2020 Rapport présenté au nom de la Commission de l'Éducation
Projet de décret concernant le mode de calcul des élèves pour l'encadrement des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française



3. PROJET DE DÉCRET

- 03/07/2020 Projet de décret modifiant les dispositions relatives à l'exclusion d'élèves et au refus de réinscription dans l'enseignement obligatoire



PAS DE REFUS DE RÉINSCRIPTION DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE CETTE ANNÉE, SAUF MOTIF GRAVE!

Evitons le décrochage de 1500 jeunes!

Fatima Ahallouch

The graphic features a background image of a person's legs and feet in sneakers standing on a wooden staircase. A large red semi-transparent box on the left contains the main headline in bold white capital letters. Below this, the handwritten-style text 'Evitons le décrochage de 1500 jeunes!' is written in black. At the bottom right, there is a circular portrait of a woman, Fatima Ahallouch, with her name written in a cursive font next to it, followed by five red dots.

Ce décret vise l'interdiction du «refus de réinscription» d'élèves dans l'enseignement obligatoire. Ce refus de réinscription, chaque année, concerne 1500 élèves. Des jeunes que l'on perd littéralement en chemin, et qui se retrouvent alors en décrochage scolaire. En cette période déjà très compliquée pour les étudiants et professeurs, il était nécessaire de prendre des mesures pour éviter plus de drames. Vous trouverez ci-dessous le résumé de cette proposition de décret.

1500 jeunes, chaque année, perdent «le fil» de l'école, en raison d'un refus de réinscription. Conséquence? Beaucoup disparaissent des radars, et malheureusement ne terminent pas leur scolarité.

Étant donné la crise sanitaire actuelle, et le risque de décrochage scolaire accru qui pourrait menacer certains élèves dans l'enseignement obligatoire, cette proposition



de décret vient interdire, pour cette rentrée, le refus de réinscription dans un établissement scolaire. Sauf dans les cas les plus graves. Par exemple, quand l'élève visé par le refus a porté atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un autre élève, compromettant l'organisation ou la bonne marche de l'établissement.

Selon les articles 83 et 91 du décret «Missions», le refus de réinscription doit être notifié au plus tard le 5 septembre. Via cette modification décréteale proposée, aucun refus de réinscription ne pourra être notifié entre l'entrée en vigueur de la disposition et le 5 septembre 2020, sauf évidemment s'il est justifié par l'un des critères exclusivement listés plus haut, permettant une exclusion définitive.

Ce projet de décret nous paraît important afin de lutter contre le décrochage scolaire. Il est indispensable que dès la rentrée tous les enfants soient inscrits dans un établissement scolaire. En effet, de septembre à décembre, la Fédération Wallonie-Bruxelles, grâce à un texte de la majorité (voté hier en commission), va débloquent 17 millions d'euros visant à développer l'apprentissage personnalisé. L'ensemble des élèves doivent pouvoir bénéficier de ces périodes de cours.

4. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

EN SÉANCE PLÉNIÈRE

- 20/11/2019 Réflexion sur l'organisation des évaluations des étudiants à Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation
- 29/01/2020 Implication des établissements d'enseignement supérieur dans la lutte contre le décrochage scolaire à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles
- 08/07/2020 Chamboulement des «Erasmus» pour l'année académique 2020-2021 à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 09/10/2019 Fermeture section économique Condorcet à Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 21/01/2020 Frais sortie scolaire à Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation
- 21/01/2020 Suivi après visite Artem à Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président
- 11/06/2020 Commandes culturelles à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 18/06/2020 Répartition hommes-femmes à la direction des théâtres à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 18/06/2020 Décolonisation à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 26/06/2020 Pénurie d'enseignants en langue à Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation
- 26/06/2020 Suspension des délais de recours à Frédéric DAERDEN, Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement
- 26/06/2020 Problématique du secteur socio-culturel durant le Covid-19 à Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes
- 26/07/2020 Réforme formation initiale de direction à Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation

6. QUESTION ORALES

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

À Caroline DÉSIR, Ministre de l'Éducation

- 17/12/2019 Éducation à la philosophie et la citoyenneté dans le référentiel de compétences initiales
- 14/01/2020 Pistes de réflexion concernant les enfants de type 9
- 28/01/2020 Be a maker
- 03/03/2020 Exclusion d'enfants atteints de troubles autistiques
- 03/03/2020 Enfants sans papiers



- 29/04/2020 Accompagnement et concertation avec le secteur pour préparer la fin de l'année scolaire
- 09/06/2020 Rôle des Centres PMS dans le confinement et le déconfinement
- 23/06/2020 Genre, origine sociale et origine ethnique dans l'orientation scolaire

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE, DE LA RECHERCHE, DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DES MAISONS DE JUSTICE ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

À Valérie GLATIGNY, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

- 14/01/2020 Vers davantage de transparence pour les établissements non reconnus
- 28/01/2020 Mesures visant à renforcer l'offre d'enseignement supérieur dans les régions à faible taux de diplomation

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES, DES RELATIONS INTERNATIONALES, DU RÈGLEMENT ET DU CONTRÔLE DES COMMUNICATIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

À Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président

- 11/05/2020 Approvisionnement en équipement nécessaire au respect des normes sanitaires dans les secteurs FWB

COMMISSION DE L'ENFANCE, DE LA SANTÉ, DE LA CULTURE, DES MÉDIAS ET DES DROITS DES FEMMES

À Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 12/05/2020 Covid-19 mesures liées à l'emploi artistique

C. SÉNAT

Rencontre avec l'ambassadeur du Brésil au Sénat. Lors de cette rencontre, l'ambassadeur du Brésil et les parlementaires ont pu échanger sur des dossiers d'actualité tels que la gestion de la crise sanitaire, la déforestation, le droit des minorités, l'accord de libre-échange Mercosur. Une rencontre qui en appelle d'autres.



1. PROPOSITIONS DE LOI

- 08/10/2019 Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la cour constitutionnelle (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de loi modifiant l'art 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales (cosignataire)



2. RÉVISION DE LA CONSTITUTION

- 03/10/2019 Révision de la Constitution en vue de compléter l'article 23 par un 7° garantissant le droit à l'eau (cosignataire)
- 03/10/2019 Révision de la Constitution en vue d'ajouter à l'article 23 un point 7 introduisant le droit à l'accès à l'outil Internet comme nouveau droit fondamental (cosignataire)
- 12/11/2019 Révision du titre II de la Constitution en vue d'y insérer un nouvel article permettant de garantir la jouissance des droits et libertés aux personnes handicapées (cosignataire)

3. RAPPORTS

- 22/10/2019 Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale et les Communautés en matière de lutte contre les infox (fake news) (cosignataire)
- 06/02/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant le plan d'action interfédéral contre le racisme et la discrimination (cosignataire)
- 06/02/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information relatif à une comparaison des différents systèmes de formation en alternance en Belgique et à l'étranger en vue de mutualiser les idées en la matière et d'en optimiser le fonctionnement (cosignataire)
- 06/06/2020 Demande d'établissement d'un rapport d'information relatif à une comparaison des méthodes régionales de tri et de lutte contre les déchets, ainsi que l'évolution vers une économie circulaire pour le plastique d'emballage et les filtres de cigarettes (cosignataire)

4. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- 08/10/2019 Proposition de résolution relative aux femmes et à la pauvreté (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à lutter en Belgique contre les violences dites liées à l'honneur (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée (cosignataire)

- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant les violences sexuelles contre les femmes dans les conflits armés ou situation (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre le sexisme dans l'espace public (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant la dispensation de la contraception d'urgence (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté infantile (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à lutter contre le trafic et l'exploitation des jeunes joueurs de football (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant la situation des patients majeurs atteints d'affections cérébrales (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à la maladie de Huntington (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à l'impact des maladies chroniques en général et de la maladie de Crohn en particulier (cosignataire)
- **08/10/2019 Proposition de résolution relative à la reconnaissance de l'électrohypersensibilité (cosignataire)**

«Le siècle écoulé a été marqué par un accroissement sans précédent du nombre et de la diversité des sources de champs électromagnétiques. Ces sources comprennent tous les équipements électriques et électroniques modernes ainsi que le développement des infrastructures indispensables à leur fonctionnement. Récemment, les nouvelles technologies de l'information et de la communication se sont ajoutées à ces révolutions technologiques qui ont jalonné l'industrialisation de nos sociétés et ont entraîné l'avènement de différents systèmes d'échange d'information sans fil basés sur l'utilisation d'ondes électromagnétiques de haute fréquence pulsées, également appelées «micro-ondes» ou «radiofréquences».»

Des troubles de la santé, de l'apprentissage, des maux de tête ont été constatés chez certaines personnes. C'est ce que l'on appelle l'électrohypersensibilité. Il n'existe à ce jour aucune donnée chiffrée concernant la Belgique. Néanmoins, les pourcentages fournis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) permettent d'extrapoler que 1% à 3% de la population du Royaume est probablement concernée, soit entre 100 000 et 300 000 personnes. C'est dans un objectif de reconnaissance de ce trouble que cette proposition de résolution a été déposée.



- 08/10/2019 Proposition de résolution relative au service citoyen (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant le respect de la démocratie locale dans les communes à facilités de Bruxelles (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à instaurer un mécanisme interfédéral de monitoring des recommandations (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative à l'éligibilité au soutien financier belge et européen des entités israéliennes (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution relative au maintien des politiques européennes au-delà de 2020 (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution concernant l'optimisation de la coopération entre l'autorité fédérale et les entités fédérées (cosignataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution visant à établir un cadre légal relatif à la vente, l'achat et l'utilisation de monnaies (signataire)
- 08/10/2019 Proposition de résolution contre la privatisation de Belfius (cosignataire)
- 09/12/2019 Proposition de résolution visant à optimiser la prévention du stress et du burn-out sur les lieux de travail (cosignataire)

5. QUESTIONS ÉCRITES

- 06/01/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments, et Ministre des Affaires européennes
Mineurs étrangers non accompagnés (MENA) - Disparitions en Belgique - Nombre - Protection - Accueil et tutelle - Solutions
- 06/01/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Mineurs étrangers non accompagnés (MENA) - Disparitions en Belgique - Nombre - Protection - Accueil et tutelle - Solutions
- 03/02/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments, et Ministre des Affaires européennes
Immigration - Phénomène de la migration de transit - Trafic d'êtres humains - Lutte - Centres provinciaux transmigrants

- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Immigration - Phénomène de la migration de transit - Trafic d'êtres humains - Lutte - Centres provinciaux trans migrants
- 03/02/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Migration de transit - Trafics - Réseaux - Lutte - Résultats migration illégale
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migration de transit - Trafics - Réseaux - Lutte - Résultats
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migrants en transit - Hausse du nombre d'arrestations - Chiffres - Situation à la suite des arrestations - Migrants érythréens - Demandes de protection internationale - Nombre de cas
- 03/02/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Migrations - Trafic d'êtres humains - Lutte - Opérations Médusa - Chiffres - Sécurité des parkings autoroutiers - Firmes de sécurité privées - Coût - Aménagements des parkings envisageables
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migrations - Trafic d'êtres humains - Lutte - Opérations Médusa - Chiffres - Sécurité des parkings autoroutiers - Firmes de sécurité privées - Coût - Aménagements des parkings envisageables
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Visas humanitaires - Nombre - Critères - Procédure - Instance d'octroi
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Migration - Réfugiés - Politique de réinstallation - Situation - Chiffres - Procédure
- 03/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Ambulanciers - Formation - Compétence - Partage entre le niveau fédéral et les entités fédérées



- 19/02/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Sang de cordon - Échantillons stockés par la société Cryo-Save
- Transfert à la société Famicord (Pologne) - Perte d'échantillons
- Nombre - Identité des échantillons - Protection - Respect des dispositions légales

- 10/03/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Personnes handicapées - Handicap lourd - Enfants - Frais de garde
- Déductibilité fiscale - Majoration - Évaluation du handicap par le service public fédéral (SPF) Sécurité sociale - Cas des enfants ayant des troubles autistiques

- 11/03/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Personnes à mobilité réduite - Accès autonome - Nouvelles voitures M7 - Commande - Inadaptabilité - Mesures

- 22/04/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Proximus - Réseau de données mobiles 5G - Déploiement - Couverture initiale - Normes environnementales - Respect - Réaction des communes concernées

- 22/04/2020 À la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
Proximus - Réseau de données mobiles 5G - Déploiement - Couverture initiale - Normes environnementales - Respect - Réaction des communes concernées

- 22/04/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Coronavirus - Propagation - Limitation - Moyens de paiement électroniques - Cas des personnes âgées ou victimes de la fracture numérique - Paiements en argent liquide - Autorisation

- 22/04/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Coronavirus - Propagation - Limitation - Moyens de paiement électroniques - Cas des personnes âgées ou victimes de la fracture numérique - Paiements en argent liquide - Autorisation

- 28/04/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Antennes GSM - Dégradations - Carte et données de localisation - Floutage
- 28/04/2020 Au Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord
Antennes GSM - Dégradations - Carte et données de localisation - Floutage
- 28/04/2020 Au Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord
Crise du coronavirus - Stade du déconfinement - Centre d'appel chargé de contacter les personnes contaminées - Système de traçage des contacts - Vie privée - Respect - Protection - Mesures
- 19/05/2020 À la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration
Crise du coronavirus - Santé et droits des femmes - Santé sexuelle et reproductive - Accès - Lutte contre la violence sexiste - Collaboration avec les entités fédérées
- 19/05/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Santé et droits des femmes - Santé sexuelle et reproductive - Accès - Lutte contre la violence sexiste - Collaboration avec les entités fédérées
- 19/05/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Crise du coronavirus - Union européenne (UE) - Ouverture partielle des frontières entre États membres - Accords bilatéraux - Approche européenne coordonnée (Covid-19)
- 19/05/2020 À la Première Ministre, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales
Crise du coronavirus - Zones frontalières - Restrictions des déplacements - Difficultés pour les familles, les commerces et les entreprises - Mesures de déconfinement - Ouverture des frontières - Prise en compte particulière (Covid-19)



- 26/05/2020 Au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement
Déclaration fiscale - Abandon du format papier de la déclaration - Personnes victimes de la fracture numérique - Prévention - Mesures

- 26/05/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Déclaration fiscale - Abandon du format papier de la déclaration - Personnes victimes de la fracture numérique - Prévention - Mesures

- 05/06/2020 Au Ministre des Affaires étrangères et de la Défense
Iran - Droits de l'homme - Violation - Exécution de mineurs - Appel du Comité belge des parlementaires et bourgmestres pour un Iran démocratique - Mesures envisagées

- 18/06/2020 Au Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges
Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) - Carte Campus - Augmentation tarifaire - Crise du coronavirus - Revenus des étudiants - Impact

- 18/06/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Personnes handicapées - Coût de la vie - Augmentation significative - Aide - Prime - Autres mesures envisagées

- 18/06/2020 À la Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargée de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées
Crise du coronavirus - Impact - Personnes précarisées par la crise - Aide alimentaire - Projets solidaires - Soutien - Fonds européen d'aide aux démunis (FEAD) - Critères de répartition

- 23/06/2020 Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce extérieur
Crise du coronavirus - Ouverture des frontières - Approche coordonnée européenne - Pays imposant des restrictions sanitaires - Réciprocité - Mesures - Cas de la Grèce

- 23/06/2020 À la Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
Néonicotinoïdes - Usage dans notre pays - Interdiction - Cohérence de la gestion des matières environnementales - Concertation avec les entités fédérées

PRÉSEN- TATION DES AUTRES ACTIVITÉS

IMPLICATION LOCALE, CONSEILLÈRE COMMUNALE ET CHEFFE DE GROUPE À MOUSCRON



AU CONSEIL COMMUNAL

Outre mes fonctions parlementaires, je poursuis ma mission en tant que conseillère communale et cheffe de groupe à Mouscron. C'est dans l'opposition que siège le groupe socialiste, qui tente de mener des actions constructives et d'interpeller les autorités sur un maximum de sujets.

Quelques exemples d'interventions récentes au Conseil communal (liste non-exhaustive)

- Août 2020 Intervention sur la nécessité de développer l'art dans la Ville (<http://fatimaahallouch.be/art-dans-la-ville-mouscron/>)
- Août 2020 Question sur le tourisme à Mouscron et la mise en avant du patrimoine local (<http://fatimaahallouch.be/tourisme-a-mouscron-mettre-en-avant-notre-patrimoine/>)
- Juillet 2020 «Régularisation des sans-papiers: une urgence qui est aussi sanitaire» - Motion de soutien aux sans-papiers
- Juillet 2020 «Haine en ligne - Il est grand temps d'agir!» - Proposition de création d'un mouvement local contre le racisme
- Juillet 2020 «Mouscron - 15€ par habitant, pour quel usage?» - Interpellation relative au plan de relance post-covid à Mouscron
- Juillet 2020 «De quoi voulons-nous désormais?» - Billet paru dans le magazine communal
- Juin 2020 «Végétaliser sa façade: quelles sont les conditions?» - Interpellation relative au règlement communal quant à la végétalisation des rues et maisons
- Juin 2020 «Le monde post-Covid, que voulons-nous en faire?» - Interpellation relative à la vision d'avenir de Mouscron suite à la crise
- Mai 2020 Dénî de démocratie durant la crise: «La tentation de s'accaparer les pleins pouvoirs était apparemment trop forte.» - Interpellation de la bourgmestre quant au manque évident de concertation durant la crise
- Mai 2020 «Zones frontalières, confinement et déconfinement» - Motion déposée au Parlement et signée par les communes frontalières quant à la prise en compte du statut particulier de ses habitants

Le contenu de la motion, dans les grandes lignes, est disponible ci-dessous.

Le texte complet et officiel est disponible ici: [Motion Frontière 25.05](#)

La frontière était devenue un souvenir du passé, et parfois même, la continuité urbaine ne permettait pas de distinguer à quel moment on passe dans un autre pays. La libre circulation des travailleurs, des biens et des services et enfin des personnes, c'est la réalité quotidienne des zones frontalières. Le temps a fait son office, et les citoyens ont fait exactement ce que l'on attendait d'eux: ils ont fait fi de la frontière administrative.

ZONES FRONTALIÈRES ET CONFINEMENT: DES SPÉCIFICITÉS À PRENDRE EN - COMPTE

A l'heure du déconfinement progressif, des commerces, familles, particuliers ne peuvent évoluer au même rythme que les autres, en raison de la présence physique de la frontière. Ne faut-il pas prendre en compte certaines spécificités liées à nos régions transfrontalières?



Fatima Ahallouch

Ce sont des milliers de Français et de Belges qui vivent «de l'autre côté de la frontière» ou qui passent cette frontière régulièrement pour travailler, se promener, étudier, rendre visite à leurs amis et à leurs familles... Des commerçants ont également développé une offre de biens ou de services liée à une clientèle frontalière.

Des familles sont dispersées de part et d'autre de la frontière sans que cela ne pose jamais le moindre problème. Et des couples se sont formés dans un contexte où l'union légale n'est pas la seule forme de relation de couple admise.

Le déconfinement à l'heure de la fermeture des frontières, résultats:

- Des commerçants peuvent ouvrir mais sans leur clientèle.
- Des couples qui sont ensemble depuis des années ne peuvent plus se voir et n'ont aucune idée de quand ils pourront se voir.
- Des parents et leurs enfants ne se voient plus non plus. En effet, la dérogation admise concerne la visite à une personne vulnérable. Il est des membres de la famille qui ne sont pas vulnérables mais qui ont besoin de liens.

Aujourd'hui, c'est une pandémie qui a amené à la fermeture des frontières. Ceci est un exercice inédit qui en appellera peut-être d'autres (autre pandémie,



attentat...). Les experts nous mettent d'ailleurs en garde face à la multiplication de ces cas à l'avenir. Autant s'y préparer en tenant compte des réalités de terrain. Si au premier obstacle de taille, les frontières s'érigent en murs infranchissables, cela mine également la croyance en une Europe unie et solidaire.

Plus de souplesse, cela permettra aux commerçants, aux entreprises d'envisager leur avenir plus sereinement et aux familles de maintenir les liens avec les personnes qui leur sont chères. L'enjeu est économique, démocratique et humain.

Nous, communes frontalières, demandons :

- que les spécificités du tissu socio-économique et du bassin de vie des zones transfrontalières fassent parties des éléments de réflexion dans les circonstances de confinement et de déconfinement.

- Avril 2020 «Fermeture de l'abri de nuit: Quid des personnes dans la précarité?»
 - Interpellation des autorités quant à la gestion des situations précaires durant la crise

PRÉSENCE DE TERRAIN

Ces questions et interpellations sont évidemment complétées d'actions concrètes et de terrain. Je reçois chaque semaine en mes bureaux des citoyens inquiets ou désireux de faire «remonter» des problématiques locales, qu'ils rencontrent au quotidien. Citons également, avant le confinement, plusieurs visites dans des écoles, établissements de promotion sociale, commerces locaux, entreprises de travail adapté, ainsi qu'une rencontre avec les représentants syndicaux de la FGTB. J'ai ainsi pu rencontrer de nombreux acteurs du monde du travail, pour être à l'écoute de leurs préoccupations.

Mes thèmes de prédilection, au niveau local, sont sans conteste la lutte contre le racisme, contre les inégalités sociales et injustices; je milite également pour une mise en valeur plus efficace du patrimoine et des artistes locaux, et pour la prise en compte des spécificités de nos régions frontalières, notamment au niveau de l'emploi et du commerce.

« MOUSCRON, C'EST NOUS »

Je lançais, en janvier 2020, une grande enquête appelée «Mouscron, c'est nous». Celle-ci s'adresse à tous les Mouscronnois, de naissance ou de cœur, et les appelle à donner leur avis sur divers thèmes liés à la vie quotidienne, à Mouscron (mobilité, sécurité, commerces, loisirs, jeunesse...).



«Mouscron, c'est nous», c'est avant tout une grande enquête, qui se déroulera en deux temps: la première phase est constituée d'une enquête en ligne, et d'un recueil de témoignages, d'opinions et d'idées de Mouscronnois. Que faire pour notre ville? Pour améliorer la vie quotidienne, le vivre-ensemble, le bien-être de chacun?

Les résultats de ce grand sondage serviront à dresser une photographie de ce qu'attendent les Mouscronnois. De ce qu'ils attendent ou espèrent pour l'avenir de notre ville.

La seconde phase sera thématique et se concentrera sur le concept de citoyenneté. C'est quoi, être citoyen de Mouscron? Comment développer la cohésion, le sentiment d'appartenance à cette communauté qu'ensemble nous formons. Car Mouscron, c'est nous. Nous tous, anciens et nouveaux arrivants, jeunes et moins jeunes, travailleurs actifs ou non-actifs, étudiants, retraités, de toutes origines.

Cette deuxième phase sera constituée de panels de répondants à l'enquête qui, s'ils le souhaitent, peuvent être volontaires pour y participer. Rendez-vous tout d'abord sur notre questionnaire: c'est à vous, c'est à nous, de définir l'avenir de notre Ville!»

Plusieurs centaines de Mouscronnois ont répondu à l'enquête, ou ont envoyé des témoignages quant à leur vécu et à leur ressenti, aujourd'hui, dans leur Ville. L'enquête en ligne devait être complétée par des rencontres en face à face, puis par des panels citoyens, et plusieurs événements en mai, mais la Covid-19 a repoussé ces plans à 2021.

Lire plus sur **www.mouscroncestnous.be**



« TISSONS DES LIENS »

La crise Covid-19 a, comme dit précédemment, profondément modifié nos manières de travailler, d'aborder notre activité au quotidien. Dès le début du confinement, de nombreux métiers se sont retrouvés en difficulté, avec, en premier lieu, les soignants.



Il fallait agir, chacun à son niveau. Très vite, dès la mi-mars, je me suis associée, avec mon équipe de PAC Mouscron, à deux autres associations locales (FPS Mouscron, ASBL De Maux à Mots), afin de lancer le projet « Tissons des liens ». L'objectif: coudre un maximum de masques de protection pour les travailleurs et travailleuses des soins de santé, dans la région, afin de les redistribuer, gratuitement.

Le projet, d'abord lancé sous la forme d'un appel aux bénévoles sur Facebook, a très vite réuni une centaine de volontaires, couturières débutantes ou confirmées, qui se sont lancées dans « l'aventure des masques ». À tâtons d'abord, et en suivant des consignes médicales (trois couches de tissu dont un filtre, trois plis...), ce sont finalement pas moins de... 18000 masques qui ont été confectionnés par la plateforme Tissons des Liens. Des chauffeurs, livreurs, découpeurs se sont ajoutés rapidement à la liste des bénévoles. Avec un groupe Facebook extrêmement actif, des mises à jour et un protocole très précis, c'est une véritable entreprise bénévole qui s'est mise en marche.

Via un appel aux dons en ligne, des milliers d'euros ont été récoltés, pour pouvoir acheter du tissu aux normes, ainsi que des élastiques. Un marchand de tissu local nous a accordé d'importantes réductions.

« Tissons des liens » s'est ensuite lancé dans la découpe, la confection et la livraison de blouses médicales, également en pénurie en début de pandémie. 500 blouses ont été cousues par les bénévoles les plus chevronnées.

Nous pouvons être fièr·e·s d'avoir fourni des masques et des blouses à la plupart des maisons de repos de Mouscron et environs, jusqu'à Flobecq, mais aussi à des hôpitaux et soignants, des deux côtés de la frontière, à des pharmacies, cabinets de dentisterie, à des crèches, à des aides-soignants et aides-familiales à domicile, à la police, aux pompiers, pompes funèbres et bien d'autres.

La solidarité a encore de beaux jours devant elle, et cette crise a eu de multiples occasions de nous le rappeler.



PARUTIONS

Au niveau local, je rédige chaque trimestre un billet d'humeur dans les pages du magazine «Vivre dans ma Ville», publié par l'administration communale de Mouscron. À lire ici, le billet de juillet 2020, qui évoque justement ce besoin de solidarité, et les initiatives locales.

De quoi voulons-nous désormais ?

La «crise Covid-19» n'est pas encore derrière nous, contrairement aux apparences. Si l'aspect sanitaire est peut-être – toute proportion gardée – sous contrôle dans nos régions, d'autres urgences nous rappellent que la crise est également sociale et démocratique. Nous voulons autre chose pour cet «après».

Si l'on ne peut que se réjouir de voir nos commerçants locaux reprendre du poil de la bête, le virus de la consommation à outrance et de l'ultra libéralisme continue de sévir: les grosses enseignes ont vu leurs bénéfices exploser ces derniers mois, les prix ont augmenté de manière éhontée, et il est temps de se poser la question: de quoi voulons-nous désormais? Ne serait-il pas temps de valoriser certaines initiatives plutôt que d'autres? Lors du dernier conseil communal, nous regrettons que les incitants financiers aux commerces étaient également attribués aux enseignes de la grande distribution, qui n'ont pourtant souffert en rien. Précisons ici ne pas parler des travailleurs de ces magasins, qui comptent parmi les «héros du quotidien», mais à qui ces incitants ne sont pas destinés. Eux aussi, travailleurs et travailleuses de première ligne, attendent de voir leur labeur valorisé autrement que par des applaudissements.

Nous voulons être entendus. Nous voulons que les initiatives citoyennes soient mises en valeur. Que l'intérêt de tous les «petits» passe avant celui de quelques «gros». Nous voulons que les décisions soient collégiales, concertées, et que les esprits se mettent en commun pour un avenir meilleur. C'est ça, la démocratie. C'est ce dont nous avons cruellement manqué à Mouscron durant cette crise. Communication unilatérale du top vers la base, aucun échange avec les membres du conseil communal, aucune concertation sur des sujets pourtant cruciaux. «Il nous semblait que l'Union faisait la force. Force... est de constater que ceux qui représentent la volonté des électeurs, soit les conseillers communaux, ont été totalement ignorés.» Nous l'avons dit, nous le répétons. Nous voulons davantage de démocratie. Le racisme et l'intolérance n'ont aucune place dans notre Ville.

Et nous ne sommes pas les seuls à le vouloir. Le monde entier défie les consignes et les règles sanitaires pour faire valoir les mêmes revendications: solidarité, respect, fin des violences policières, lutte active contre le racisme ambiant et les discriminations. Ces débats, nous devons les avoir à l'échelle locale également, pour l'ensemble de nos concitoyens. Le racisme et l'intolérance n'ont aucune place dans notre Ville. Même si d'aucuns ici continuent de semer leurs discours de haine et de division, ils ne gagneront pas, ils ne gagneront plus. Pour l'instant, ce sont des têtes en pierre ou en fonte qui tombent, symboliquement. Nous appelons à la conversation. Les violences dans les actes et les propos ne peuvent éluder le vrai débat, ou effacer le vrai combat: celui d'une société plus juste et plus respectueuse, pour toutes et tous.

« DE MAUX À MOTS » ET L'EXPOSITION « QUE PORTAIS-TU CE JOUR-LÀ ? »

Cette année a également été celle de très belles rencontres, et parmi elles, citons l'ASBL De Maux à Mots. Association mouscronnoise, De Maux à Mots œuvre à la reconstruction et au soutien de victimes de violences sexuelles, conjugales et intrafamiliales. Depuis quelques mois, je soutiens cette association et ai eu l'opportunité de mener avec elle de très beaux projets.

Citons notamment la très belle exposition « Que portais-tu ce jour-là ? ». L'exposition en question est particulièrement percutante, puisqu'elle répond à cette question très stigmatisante que l'on adresse régulièrement aux femmes victimes d'une agression sexuelle ou d'un viol. « Mais qu'est-ce que tu portais ? ». Une manière de détourner la responsabilité de l'agresseur vers sa victime. Cette exposition présente donc une vingtaine de tenues vestimentaires, telles que décrites par autant de « survivantes ». Short de sport, tenue de soirée, robe d'été, pyjama ou ensemble « jeans-t-shirt », la variété des témoignages et des vêtements ne fait que confirmer une certitude : la cause du viol n'est pas la tenue portée, mais bien le violeur.

Cette exposition, qui parcourt le monde, a vu le jour aux États-Unis, à l'université du Kansas, en 2013. L'activiste Jen Brockman et le Docteur Mary Wyandt-Hiebert ont interrogé des femmes sur ce qu'elles portaient « ce jour-là ». L'initiative a ensuite fait son chemin, et les nombreux témoignages ont fait le tour du monde et ont été traduits en de multiples langues. Nous avons pu accueillir cette expo début mars au Centre Hospitalier de Mouscron.



PAC MOUSCRON

Suite au départ de Christiane Vienne, je suis devenue co-présidente de la section mouscronnoise de PAC. Je partage ce rôle avec Alain Leroy, médecin et conseiller communal à Mouscron. Notre objectif est de proposer une programmation mensuelle de qualité, des rencontres, débats, films, animation... qui permettent une réflexion sur des sujets actuels, de société.

En 2019, nous avons organisé une soirée en partenariat avec le festival de documentaires «Alimenterre», qui propose une sélection de films sur le thème de l'alimentation, les dérives de l'industrie, la situation des petits producteurs chez nous et à travers le monde... Ce partenariat se poursuivra, nous l'espérons dans les années à venir.

Pour la première fois, nous avons proposé, en novembre 2019, l'événement «Jour de troc, jour de don», sur le thème de la gratuité. Une initiative qui pourrait également devenir régulière.

En 2020, malheureusement, notre programmation a été interrompue, mais nous avons pu organiser plusieurs débats de qualité en début d'année, notamment avec Carlos Crespo, président du MRAX, Nicolas Latteur, formateur au CEPAG, et Henri La Fontaine, auteur et historien du socialisme. Enfin, en mars, nous avons tenu un débat intitulé «Avons-nous besoin du féminisme?».

Le reste de notre programmation sera malheureusement reporté à 2021.





Square Arthur Masson, 6 – 5012 Namur
081.23.10.36 – courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Fatima Ahallouch,
Députée PS au Parlement de Wallonie,
avenue de la Bourgogne, 113 – 7700 Mouscron